

**Réponse à la consultation
publique portant sur les modalités
d'attribution de fréquences dans
les bandes 700 MHz et
3,4 - 3,8 GHz à Saint-Martin et
Saint-Barthélemy et dans les
bandes 900 MHz et 2,1 GHz à
Saint-Barthélemy**

Dauphin Telecom remercie l'Arcep d'avoir organisé cette consultation publique.

Comme souligné dans notre courrier du 11 mars 2021, les performances mesurées des réseaux font apparaître le handicap avec lequel Dauphin Telecom opère son réseau mobile, puisque nous ne disposons pas de fréquences dans les bandes les plus basses. Dauphin Télécom, acteur pleinement implanté dans le tissu économique local, a réalisé des investissements récents qui permettent d'assurer un minimum de dynamisme concurrentiel à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. [SDA]

Cette nouvelle procédure d'attribution de fréquences doit être l'occasion pour l'Arcep d'équilibrer la situation en permettant à Dauphin Telecom de disposer de fréquences en quantité suffisante et dans les bandes les plus basses, condition *sine qua none* pour lui permettre d'intervenir sur le marché dans des conditions équitables avec ses concurrents [SDA]. Dauphin Telecom souhaite rappeler que Free Caraïbes dispose de fréquences, y compris dans les bandes basses, qu'elle n'utilise pas et qui se trouve, de ce fait, préemptées malgré la rareté de la ressource.

Alors que les enjeux de cette nouvelle procédure d'attribution de fréquences sont très grands, le mécanisme proposé par l'Autorité dans la présente consultation est essentiellement basé sur des enchères. Un tel mécanisme ne permettra pas d'atteindre les objectifs du marché et va nécessairement renforcer les disparités déjà existantes sur le territoire.

Dauphin Telecom rappelle qu'il est le seul opérateur dont le siège est sur le territoire et qu'il participe pleinement au marché de l'emploi et au dynamisme du marché. Nous avons montré ces dernières années notre engagement pour apporter des services de qualité et travailler en coopération avec les autres parties prenantes (collectivités territoriales, autres opérateurs, gestionnaires de points hauts) afin de fournir aux usagers de ces îles, particuliers et entreprises, des réseaux avec la meilleure couverture et la meilleure qualité possibles compte tenu des conditions initiales. Un mécanisme d'enchère aura pour conséquence de défavoriser Dauphin Telecom par rapport à ses concurrents.

Table des matières

1	SUR LES MODALITES DES PROCEDURES D'ATTRIBUTION DES FREQUENCES.....	4
1.1	BANDES BASSES (<1GHz)	4
1.2	BANDES HAUTES (>1GHz).....	8
1.3	CONCLUSION	9
2	SUR L'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE	10

1 Sur les modalités des procédures d'attribution des fréquences

Dauphin Telecom s'étonne, à la lecture de la consultation publique, de constater que l'Arcep a retenu un mécanisme d'attribution des fréquences qui s'appuie majoritairement sur un mécanisme d'enchères qui ne prend pas en compte les spécificités du marché à Saint-Martin et Saint-Barthélemy et qui ne lui paraît donc pas de nature à répondre à ses besoins spécifiques.

Lors de la consultation publique menée du 2 octobre 2020 au 15 janvier 2021 sur l'attribution de nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz en Martinique, en Guadeloupe, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy, les acteurs impliqués sur le terrain ont pour la plupart mis en avant les mêmes problématiques :

- Le déséquilibre entre opérateurs des quantités de fréquences dont ils disposent dans les bandes basses
- L'étroitesse du marché local, dans un contexte de chômage élevé
- Un défaut de concurrence effective et loyale entre acteurs.

[SDA]

Or, le recours à un système d'enchères, lorsqu'il s'adresse à des candidats disposant de ressources financières fondamentalement différentes, exclut *de facto* les petits opérateurs économiques qui ne disposent pas des capacités financières leur permettant de participer à la procédure sur un pied d'égalité avec les opérateurs nationaux.

En outre, le territoire de Saint-Martin et Saint-Barthélemy se trouve handicapé par le retard pris par Free Caraïbe dans son arrivée sur le marché puisque malgré une attribution de fréquences très généreuse en 2016, il n'a, à la connaissance de Dauphin Telecom, déployé aucune infrastructure significative et n'y commercialise toujours aucun accès téléphonique/ mobile à très haut débit.

La situation du marché à Saint-Martin et Saint-Barthélemy nécessite donc que la procédure d'attribution de fréquences s'inscrive dans l'objectif d'utilisation et de gestion efficaces des fréquences radioélectriques fixé par l'article L2125-10 du CG3P, tienne compte des particularités du marché et n'aboutisse pas à l'exclusion des opérateurs locaux.

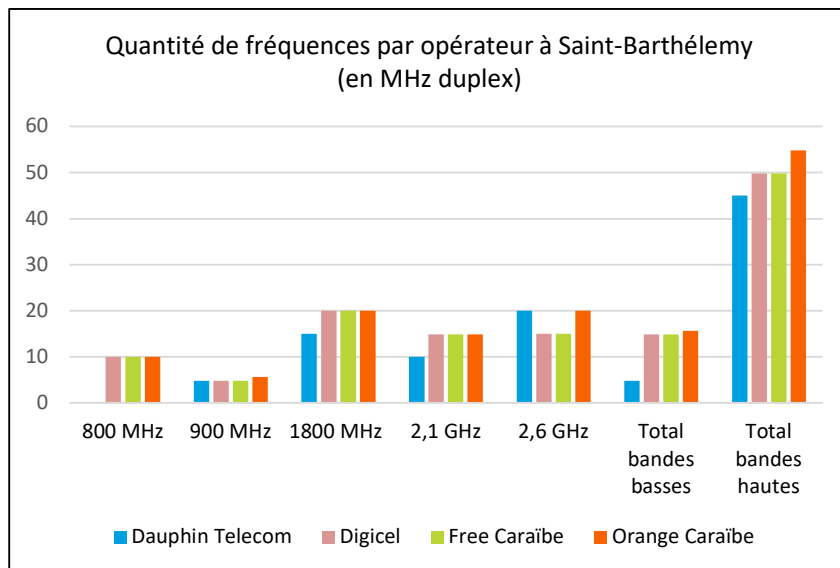
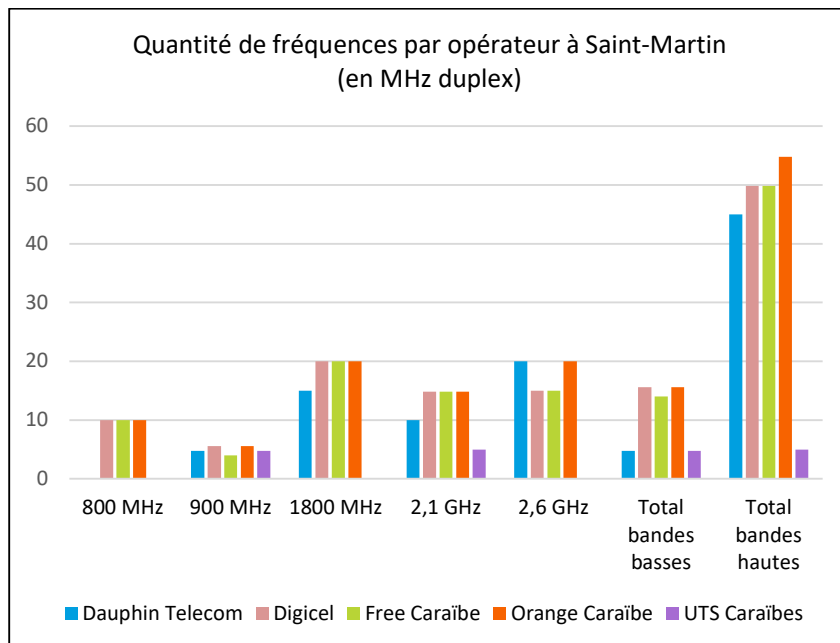
1.1 Bandes basses (<1GHz)

Deux bandes basses sont concernées par la consultation en vue de nouvelles attributions de fréquence :

- un bloc de 4,8MHz duplex dans la bande 900MHZ à Saint-Barthélemy, et

- des blocs dans la bande 700 MHz à Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

A titre liminaire, il nous paraît indispensable de rappeler l'état actuel des attributions de fréquences à Saint-Martin et Saint-Barthélemy.



Cet état des lieux met en exergue un évident déséquilibre d'attribution des fréquences entre les opérateurs présents sur le territoire de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Ainsi, Dauphin Telecom ne dispose aujourd'hui que d'un tiers de fréquences en bandes basses (< 1GHz) par rapport à ses concurrents alors qu'elle est soumise aux mêmes obligations de qualité de service que ses concurrents.

[SDA]

Cette procédure doit permettre de corriger cette situation défavorable au marché local dans la mesure où Dauphin Telecom est un opérateur essentiel au dynamisme du territoire de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Dans notre réponse à la consultation de l'Arcep portant sur l'attribution de fréquences dans les bandes 2,1 GHz et 900 MHz à Saint-Barthélemy, nous avons souligné qu'avec une attribution supplémentaire de fréquences de 0,2 MHz, Dauphin Telecom pourrait disposer d'une porteuse de 5 MHz, [SDA]. Cette procédure doit être l'occasion pour l'ARCEP de procéder à cette attribution indispensable pour Dauphin Telecom.

Le fait que l'Arcep envisage de recourir à une procédure d'enchères pour l'attribution des fréquences dans la bande basse va à l'encontre des besoins du marché et, de manière plus générale, montre que l'Arcep privilégie un mécanisme apparaissant comme de nature à maximiser le bénéfice financier de court terme que l'État entend tirer de l'occupation du domaine public hertzien, plutôt que de prendre en considération les particularités de ce marché et privilégier une approche qui permettrait de favoriser l'aménagement du territoire, la création d'emplois locaux et un dynamisme concurrentiel pour le bénéfice des utilisateurs.

Il est ici indispensable de souligner qu'alors que la précédente attribution de fréquences devait permettre à quatre opérateurs d'animer le marché, il s'avère que Free Caraïbe n'utilise pas les fréquences qui lui ont été attribuées et ne commercialise aucune offre à ce jour. [SDA] Dès lors le marché ne fonctionne pas correctement et la prochaine procédure doit, par un rééquilibrage des attributions de fréquences aux opérateurs qui fournissent effectivement des services sur le territoire, permettre de remédier à ces dysfonctionnements.

Le principe des enchères est de permettre la formation des prix sur un marché, dans un contexte de rareté de la ressource, alors qu'aucun des protagonistes ne sait quel prix les autres sont prêts à payer. Ce mécanisme permet en général de maximiser les gains pour les vendeurs.

Toutefois, dans le cas particulier Saint-Martin et Saint-Barthélemy, cette procédure ne tient pas compte des spécificités de ce territoire et, en particulier, des caractéristiques des acteurs concernés. En effet, les opérateurs présents sur les territoires ont des tailles et des capacités financières extrêmement hétérogènes qui faussent ce mécanisme d'enchères.

[SDA] Une telle procédure serait donc de nature à rompre le principe d'égalité, principe à valeur constitutionnelle¹, entre les candidats et serait, par suite, discriminatoire.

¹ Conseil Constitutionnel, Décision n°73-51 du 27 décembre 1973, Taxation d'office, Rec. p. 25

[SDA]

1.2 Bandes Hautes (>1GHz)

Pour les fréquences en bande haute, la procédure prévoit en deux temps :

- en premier lieu l'attribution d'un bloc de fréquences contre des engagements à prendre par les candidats lors du dépôt du dossier,
- si plus de quatre candidats se présentaient, une enchère spécifique serait organisée.

Nous notons par ailleurs qu'un bloc de 50 MHz duplex ne permettra pas de fournir des services 5G au niveau des promesses actuelles de cette nouvelle génération mobile (eMMB, URLLC, mMTC²). De fait, si l'Arcep attend des applications de rupture avec la 5G avec un saut de performance en matière de débit, de délai de transmission et de fiabilité de la communication, cela signifie que les opérateurs seront forcés de participer aux enchères pour des fréquences additionnelles.

Le principe d'attribution de fréquences en contrepartie d'engagements nous paraît positif pour le territoire.

Le développement du numérique est indispensable au développement et à la transformation des Outre-mer. La crise sanitaire a rendu ce contrat encore plus prégnant. Or, ce développement ne peut être réalisé que grâce à l'investissement des opérateurs sur place et à leur engagement dans le déploiement des infrastructures et services nécessaires au développement du numérique. Pour ces raisons, il est nécessaire que les attributions de fréquences soient associées à des engagements forts des opérateurs attributaires associés à des mécanismes de vérification de ces engagements dont les conséquences de leur non-respect seraient clairement établies par avance (cf. §0).

Au regard du retard pris par le territoire dans le développement du numérique en raison de l'absence de l'un des opérateurs attributaires de fréquences qui ne commercialise toujours pas ses services, il est indispensable que l'Arcep choisisse un mode d'attribution des fréquences de nature à permettre la participation des opérateurs présents sur le territoire. Le mode d'attribution retenu doit être un moyen de s'assurer du bon fonctionnement du marché par l'utilisation effective des fréquences, une concurrence effective entre des opérateurs actifs sur le territoire, des déploiements effectifs, la stimulation du marché et de l'emploi et la réalisation d'investissements rapides. Elle ne doit pas constituer une barrière pour les opérateurs actifs de nature à favoriser des opérateurs qui n'utilisent pas les fréquences qui leur ont déjà été attribuées.

² eMBB (enhanced Mobile Broadband), URLLC (Ultra Reliable Low Latency Communications), mMTC (massive Machine Type Communications)

Pour toutes ces raisons et celles indiquées pour l'attribution des bandes basses, le recours à une procédure d'enchères nous semble contraire à l'intérêt du marché de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

[SDA]

1.3 Conclusion

Il apparaît que le mécanisme proposé par l'Arcep ne permettra pas d'atteindre les objectifs principaux de cette attribution de bandes, que sont l'aménagement du territoire et la concurrence.

Aussi, nous demandons à l'Arcep, de revoir sa position et de prévoir, au moins pour une part suffisante des fréquences concernées, un mécanisme d'attribution direct sans enchère en contrepartie d'engagements forts des opérateurs à utiliser les fréquences attribuées et à fournir les services correspondants aux populations des territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, pour le bénéfice du territoire. Ce mécanisme d'attribution devrait, en outre, tenir compte de l'utilisation effective des fréquences déjà attribuées aux opérateurs candidats.

2 Sur l’instruction des dossiers de candidature

La section « II.2.2. Phase de qualification » du projet d’annexe à la décision de l’Arcep présente des critères classiques de rejet des dossiers de candidature :

- a. motifs de refus d’une candidature mentionnés à l’article L. 42-1 du CPCE ;
- b. situation de contrôle sur un autre candidat.

L’article 42-1 CPCE prévoit que :

« I. – *L’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse attribue les autorisations d’utilisation des fréquences radioélectriques dans des **conditions objectives, transparentes et non discriminatoires tenant compte des besoins d’aménagement du territoire**. Ces autorisations ne peuvent être refusées par l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse que pour l’un des motifs suivants :*

1° La sauvegarde de l’ordre public, les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique ;

*1° bis **L’exercice au bénéfice des utilisateurs d’une concurrence effective et loyale ;***

*2° **La bonne utilisation des fréquences ;***

3° L’incapacité technique ou financière du demandeur à faire face durablement aux obligations résultant des conditions d’exercice de son activité ;

*4° **La condamnation du demandeur à l’une des sanctions mentionnées aux articles L. 36-11, L. 39, L. 39-1, L. 39-1-1 et L. 39-4. »***

Free Caraïbes, n’a, à la connaissance de Dauphin Telecom, procédé jusqu’à ce jour à aucun déploiement de son réseau sur le territoire de Saint-Martin et Saint-Barthélemy et n’exploite toujours pas les fréquences qui lui ont déjà été attribuées.

Free Caraïbe se trouve ainsi en violation de toutes ses obligations au titre de la décision n°2017-1038 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 5 septembre 2017 autorisant la société Free Caraïbe à utiliser des fréquences dans les bandes 800MHz, 900MHz, 1800MHz, 2,1GHz et 2,6GHz en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

C’est dans ces conditions que l’Arcep a ouvert une instruction relative au manquement de Free Caraïbe³ à ses obligations en matière de déploiement en

³ Arcep, Décision n°2018-1508-RDPI du 29 novembre 2018 relatives à l’ouverture de la procédure prévue à l’article L.36-11 du CPCE à l’égard de la société Free Caraïbe

raison de l'absence, au 22 novembre 2018 - première échéance de ses obligations de déploiement, de déploiement par Free Caraïbe de sites permettant de fournir un service téléphonique et un accès mobile à très haut débit aux populations de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Constatant par la suite le manquement de Free Caraïbe auxdites obligations, l'Arcep l'a mise en demeure de respecter ses obligations de déploiement en fournissant, par l'utilisation des fréquences qui lui ont été attribuées par la décision n° 2017-1038 et, le cas échéant, d'autres fréquences dont elle serait par ailleurs titulaire, un accès téléphonique et un accès mobile à très haut débit, au plus tard le 31 décembre 2021⁴, à 75% des populations de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

A ce jour, Dauphin Telecom n'a connaissance d'aucun déploiement significatif qui serait de nature à permettre à Free Caraïbe de se conformer à la mise en demeure de l'Arcep pour le 31 décembre 2021.

En outre, selon les communiqués de presse publiés par l'Arcep en date des 12 juin 2020⁵ et 13 avril 2021⁶, Free Caraïbe a conclu avec Digicel Antilles Françaises Guyane (Digicel) un contrat de partage de réseaux mobiles (la **Convention de Partage de Réseaux**) portant notamment sur les territoires de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin.

Cette Convention de Partage de Réseaux prévoit dans un premier temps l'accueil de Free Caraïbe sur les fréquences de Digicel. Pendant cette phase d'initialisation (qui devait démarrer dès 2020 mais qui n'a toujours pas débuté) Free Caraïbe doit être accueillie en itinérance sur les seules **fréquences de Digicel** afin de permettre à Free Caraïbe de fournir ses services 3G/4G.

En conséquence, Free Caraïbe semble très loin de commencer à utiliser les fréquences qui lui ont été attribuées.

La situation de préemption par Free Caraïbe de fréquences inutilisées renforce la situation de rareté des ressources et empêche les opérateurs présents et actifs, de fournir leurs services dans de bonnes conditions.

En conséquence, cette section devrait explicitement exclure les opérateurs qui ne respectent pas les conditions de l'article 42-1 CPCE et, en particulier, qui n'utilisent pas les fréquences qui leur ont été précédemment attribuées.

⁴ Arcep, Décision n° 2020-1455-RDPI de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2020 portant mise en demeure de la société Free Caraïbe de se conformer à ses obligations relatives aux dispositions de la décision n°2017-1038 de l'Autorité en date du 5 septembre 2017

⁵ <https://www.arcep.fr/actualites/les-communiqués-de-presse/detail/n/partage-de-reseaux-mobiles-3.html>

⁶ [Partage de réseaux mobiles | Arcep](#)

En l'état de la procédure proposée par l'Arcep, rien ne permet de garantir que cette situation ne va pas se prolonger au détriment du marché et des opérateurs y opérant. Pire, la procédure proposée semble prendre en considération la participation de Free Caraïbes qui en tant que « quatrième opérateur » justifie en grande partie la rareté des ressources à attribuer. Ainsi, Free Caraïbe disposant *a priori* des moyens financiers pour participer aux enchères, elle serait capable de préempter, une nouvelle fois, les fréquences dont l'attribution est mise en concurrence par l'Arcep. Une telle situation sera de nature à porter préjudice aux autres acteurs susceptibles de répondre et, en particulier aux opérateurs locaux qui ne disposent pas de moyens équivalents, lesquels sont réellement actifs sur le territoire et contribuent déjà à l'aménagement numérique, à l'emploi et à l'activité économique des îles.